



L'aide au développement n'est pas toujours néfaste aux pays africains

Les effets pervers sont réels, mais le recours au seul marché est dangereux

Jean-Michel Severino

Directeur général de l'Agence française de développement et membre-fondateur du blog www.ideespourledeveloppement.org

L'*Aide fatale* (JC Lattès, 250 p., 20 euros), un ouvrage écrit par une économiste zambienne, Dambisa Moyo, passée par la banque Goldman Sachs, fait parler de lui ces derniers temps. Sa thèse ? Non seulement l'aide au développement n'a pas réussi à extirper la pauvreté d'Afrique, mais elle est la cause même de sa perpétuation, en raison de la corruption et de la dépendance qu'elle génère. L'auteure y explique notamment que la solution au financement des pays pauvres réside dans leur accès aux marchés internationaux – obligatoire, commercial, etc. Ces thèses chocs ont mené le magazine *Time* à classer M^{me} Moyo parmi les « personnalités les plus influentes de l'année » ; le *Financial Times* a quant à lui organisé un grand débat autour du livre, qui connaît un certain succès.

Le contraire étonnerait. L'auteure dispose du CV sur lequel asseoir une campagne de communication conservatrice d'une redoutable efficacité. L'ouvrage s'inscrit en effet dans la tradition de rejet des politiques sociales, qu'elles soient domestiques ou internationales. Nombreuses ont été les tentatives, au cours de l'histoire, de décomplexer le « riche » en montrant qu'aider son prochain est en réalité nuisible à ce dernier. M^{me} Moyo n'ajoute donc qu'un mauvais ouvrage à cette longue série.

Mauvais ouvrage, car on aurait apprécié une charge plus construite, permettant de faire avancer le débat sur la qualité des politiques publiques. Or les États cités en exemples de réussite sont précisément ceux qui ont concentré les plus gros volumes d'aide publique au développement. Le Ghana, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie... ces pays qui ont connu les meilleurs taux de croissance africains dans les années ayant précédé la crise sont également des « chouchous des bailleurs » (« aid darlings »). Tout au moins peut-on dire que l'aide ne les a pas empêchés de croître !

Par ailleurs, l'auteure manque le point fondamental, pourtant objet d'un torrent de publications depuis cinquante ans : toute forme d'apport financier extérieur dans un pays s'accompagne d'effets pervers dont il convient de tenir compte. Par exemple un apport de devises, sous forme de prêt ou de don, privé ou public, lucratif ou non, tend par ses effets sur la balance des paiements à dégrader la compétitivité d'un pays (c'est la théorie du « Dutch disease »).

En outre, plus la gestion d'un flux extérieur est centralisée, plus le risque de corruption est élevé. Mais débattre sérieusement de ces problèmes aurait eu l'inconvénient d'obliger l'auteure à admettre qu'il y a peu de différence, en termes d'effets pervers, entre une émission obligatoire d'un pays pauvre sur un marché privé ou un don ou un prêt par une institution publique de développement. Le bénéfice final net dépend de l'usage qui en est fait, et des gains de productivité économique internes qu'il suscite.

Il est un point, cependant, sur lequel il convient de rendre hommage à M^{me} Moyo : son ouvrage répercute un discours entendu en Afrique, dont la légitimité est réelle. Car à force d'avoir mis un accent excessif sur les seules questions sociales (santé, éducation), et de « bonne gouvernance », un grand nombre de bailleurs et d'ONG ont oublié l'importance du cadre macroéconomique dans lesquels insèrent ces investissements. Une interprétation caricaturale des Objectifs du millénaire pour le développement a contribué à créer des situations de dépendance, et des niveaux de dépense publique dans les pays en développement déconnectés de leurs capacités budgétaires. Cette situation est à la source du plaidoyer africain pour une nouvelle priorité donnée à l'investissement dans les infrastructures, l'agriculture et le secteur privé, dont M^{me} Moyo se fait justement l'écho.

Quant à l'aide plus généralement, il convient d'en faire un bilan plus mesuré. La réalité est que dans la crise de l'endettement africain, de 1985 à 2000 environ, elle a surtout été mobilisée pour refinancer la dette et amortir les chocs sociaux des ajustements de finance publique. On lui doit ainsi la préservation des indicateurs de développement humain dont on aurait dû

voir une chute proportionnelle au recul des PIB par habitant. Mais les volumes d'aide accordés n'ont pas permis de faire plus. Ils ont même été divisés par deux durant la période, subissant la dégradation du statut géopolitique de l'Afrique après la chute du mur de Berlin.

Le nouveau siècle incite à l'espoir : la croissance africaine a redémarré pour des raisons structurelles (urbanisation, assainissement des finances publiques, cours des matières premières...). Elle permet les réorientations pour lesquelles plaide M^{me} Moyo : plus d'accent sur l'investissement, le secteur privé... C'est d'ailleurs la voie empruntée par de nombreux bailleurs, et dont témoigne en outre la reprise durable des investissements directs étrangers dont bénéficie l'Afrique : la charge de *L'Aide fatale* enfonce donc des portes ouvertes à grands battants. Mais malheureusement, le moment où les acteurs publics pourront se retirer du continent africain n'est pas encore venu.

On aurait ainsi aimé que les anciens employeurs de M^{me} Moyo lisent son ouvrage : cela les aurait dissuadés de se désengager de l'Afrique dans la crise. Ce qui aurait évité aux institutions publiques de développement de venir se substituer en catastrophe pour apporter les montants considérables dont ces pays ont besoin pour poursuivre de solides projets d'investissement. En ce sens, l'ouvrage s'inscrit à contretemps, à l'heure où les pays africains demandent aux pays industrialisés un accroissement massif des transferts en leur faveur au nom des compensations des effets du changement climatique et des impacts de la crise économique mondiale.

Un mauvais livre peut faire un bon débat. Il aura le mérite de rappeler aux dévots de l'aide que celle-ci a des effets pervers structurels, et aux grands prêtres du marché qu'il en est de même pour ce dernier. Entre les deux, il y a une place pour une double réalité : la croissance ne peut provenir que d'un secteur privé dynamique. Et aucun marché n'est soutenable sans une régulation d'une part et une politique sociale et de redistribution d'autre part – une politique dont les inconvénients sont réels mais dont les avantages dépassent largement le coût. ■